

// le dossier pratique

Un mois d'actualité **AVRIL 2019**

Le 25 avril, Emmanuel Macron a présenté les mesures issues du Grand débat national mené pour répondre au mouvement des « Gilets jaunes ». Il a notamment annoncé la réindexation sur l'inflation des retraites de moins de 2000 €, l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein, la reconduction de la prime Macron et une mobilisation générale pour le travail et l'emploi. Autre événement notable en avril : l'adoption définitive de la loi Pacte, actuellement soumise au Conseil constitutionnel.

À noter aussi le revirement de jurisprudence opéré par la Cour de cassation, qui a décidé que tout salarié exposé à l'amiante peut désormais faire valoir un préjudice d'anxiété.

*Accidents du travail***► Cancers d'origine professionnelle : la branche AT-MP renforce la prévention.**

Depuis 20 ans, le nombre de cancers reconnus d'origine professionnelle a été multiplié par 3,6 entre 1998 et 2017. Tel est le constat réalisé par la branche Risques professionnels de l'Assurance maladie dans son rapport relatif à ces cancers publié le 11 avril 2019. À l'occasion de cette publication, la branche a annoncé une rallonge de 15 millions d'euros de l'enveloppe prévue par la COG 2018-2022 pour soutenir les entreprises dans leurs actions de prévention, ainsi que plusieurs expérimentations pour lutter contre le phénomène de sous-déclaration (*l'actualité n° 17801 du 19 avril 2019*).

► Le tableau n° 59 des maladies professionnelles en agriculture est modifié. Le décret n° 2019-312 du 11 avril 2019 a modifié le tableau n° 59 des maladies professionnelles relatif aux hémopathies malignes liées à l'exposition aux pesticides du livre VII du Code rural et de la pêche maritime. Le décret ajoute dans la colonne « Désignation des maladies » la leucémie lymphoïde chronique et le myélome multiple, et dans la colonne « Liste indicative des principaux travaux susceptibles de provoquer ces maladies », le mot « pesticides » remplace une liste de produits spécifiques (carbaryl, toxaphène, atrazine, etc.) (*l'actualité n° 17802 du 23 avril 2019*).

*Chômage***► Mise en œuvre du pouvoir de contrainte de Pôle emploi vis-à-vis des employeurs.**

La loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 a étendu le pouvoir de contrainte de Pôle emploi existant en matière de recouvrement de l'indu, aux cas de remboursement des allocations chômage par l'employeur décidé par un jugement prud'homal. Un décret du 27 mars 2019

(D. n° 2019-252 du 27 mars 2019, JO 30 mars) en détermine les conditions de délivrance (*l'actualité n° 17789 du 3 avril 2019*).

► Pôle emploi explique le calcul du taux de remplacement mensuel net supérieur à 100 %. Dans une note publiée le 29 mars 2019, Pôle emploi a confirmé les déclarations de Muriel Pénicaud du 26 février dernier, selon lesquelles un demandeur d'emploi sur cinq perçoit un montant mensuel net d'allocation chômage supérieur au salaire mensuel net moyen qu'il a perçu au cours de la période de référence d'affiliation (*l'actualité n° 17790 du 4 avril 2019*).

► Le chômage continue de reculer au premier trimestre 2019. Après avoir diminué au quatrième trimestre 2018, le chômage est de nouveau en baisse au premier trimestre 2019. Selon les données publiées par la Dares et Pôle emploi le 26 avril 2019, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A recule ainsi de 0,7 % entre janvier et mars 2019. Sur un an, il décroît de 1,5 % (*l'actualité n° 17807 du 30 avril 2019*).

*Contrat de travail***► Le Parlement européen adopte la directive encadrant les relations de travail.**

« Améliorer les conditions de travail en favorisant un emploi plus transparent et plus prévisible tout en assurant la capacité d'adaptation du marché du travail », tel est l'objectif de la proposition de directive telle qu'issue des négociations avec le Conseil définitivement adoptée par le Parlement européen le 16 avril 2019. Cette directive remplacera la directive « déclaration écrite » de 1991 et s'appliquera notamment aux travailleurs des plateformes numériques (*l'actualité n° 17801 du 19 avril 2019*).

► Négociation sur l'encadrement : les parties progressent quant à une définition nationale. Qualification/compétences, responsabilité et autonomie. Trois critères autour desquels les organisations patronales

et syndicales semblaient en voie de construire une définition interprofessionnelle de l'encadrement, à l'issue de la séance de négociation du 29 mars 2019. Mais, si les syndicats veulent tous voir cette future définition inscrite dans un ANI, le patronat ne s'est toujours pas décidé sur ce point (*l'actualité n° 17788 du 2 avril 2019*).

► **La « branche du froid » conclut un accord sur le contrat de chantier.** Les entreprises soumises à la CCN d'installation sans fabrication, y compris entretien, réparation, dépannage de matériel aéronautique, thermique, frigorifique et connexes pourront recourir au contrat de chantier. C'est ce que prévoit un accord du 20 novembre 2018. Celui-ci fixe un effectif maximal de salariés en contrat de chantier que devront respecter les entreprises. Les partenaires sociaux de la « branche du froid » ont également conclu, le 20 novembre et le 12 décembre, des avenants consacrés aux congés pour événements familiaux et au régime de prévoyance (*l'actualité n° 17793 du 9 avril 2019*).

► **La branche des remontées mécaniques s'engage à modérer le recours aux contrats courts.** Les partenaires sociaux des remontées et domaines skiables ont conclu, le 27 novembre 2018, un accord destiné à limiter le recours aux contrats courts, qui est en cours d'extension. Même si la branche reconnaît un usage limité aux contrats de moins d'un mois, elle prévoit l'utilisation de divers outils visant à allonger les durées d'emploi, notamment la hausse de l'utilisation des compléments d'heures et la suppression du délai de carence entre deux CDD ou deux contrats de mission (*l'actualité n° 17800 du 18 avril 2019*).

► **Les ex-agents du RSI bénéficient, lors du transfert des contrats de travail, d'accords de transition.** Les garanties apportées aux anciens salariés du régime social des indépendants (RSI), transférés au régime général, sont définies par trois accords catégoriels du 8 mars 2019 – employés et cadres, agents de direction, praticiens conseils. Ces textes sont désormais agréés. Outre les garanties accordées en matière de rémunération, de décompte de l'ancienneté, de temps de travail, ces textes assurent le maintien temporaire de dispositions prises au bénéfice de salariés en fin de carrière (*l'actualité n° 17805 du 26 avril 2019*).

► **L'édition révisé l'annexe de sa CCN relative aux travailleurs à domicile.** Un accord relatif aux conditions d'emploi des travailleurs à domicile, les « TAD », de l'édition est désormais en cours d'extension. Signé le 19 décembre 2018 pour une durée de trois ans, il révisé l'annexe IV de la CCN du 14 janvier 2000 relative au statut des TAD. Il comporte des dispositions nouvelles concernant les conséquences à tirer des baisses d'activité, le montant des indemnités de licenciement, le maintien du salaire en cas de maladie ou d'accident (*l'actualité n° 17799 du 17 avril 2019*).

► **Télétravail dans le courtage d'assurances.** Le BO-CC n° 2019-09 publiera un accord du 28 juin 2018 sur le télétravail, déposé le 8 février 2019 à la DGT, qui vise à apporter aux entreprises une aide à son déploiement en rappelant les étapes et les règles qui doivent être respectées pour y parvenir ainsi que les mesures à prendre pour en assurer le suivi. Le même BO-CC publiera un avenant du 4 septembre 2018, qui modifie les deux articles 18 et 19 de la CCN du 18 janvier 2002, relatifs à l'embauche et à la période d'essai en CDI et en CDD (*l'actualité n° 17796 du 12 avril 2019*).

► **La Dares analyse les comportements des employeurs face à l'utilisation des contrats courts.** Une part de contrats de très courte durée de plus en plus importante

dans l'ensemble des embauches en CDD, mais concentrée sur un nombre réduit de personnes, des établissements qui font appel majoritairement à d'anciens salariés pour pourvoir leurs emplois en CDD d'un mois ou moins, de faibles perspectives d'embauche en contrat plus long pour ces derniers... c'est ce qu'il ressort d'une étude de la Dares publiée le 19 avril 2019 (*Dares Analyses n° 019, avril 2019*), basée sur l'enquête Offre d'emploi et recrutement de 2016 (*l'actualité n° 17807 du 30 avril 2019*).

► **L'Institut Montaigne appelle à protéger les travailleurs des plateformes... sans en faire des salariés.** « Travailleurs des plateformes : liberté, oui, protection aussi. » Le titre du rapport publié par l'Institut Montaigne le 10 avril 2019 parle de lui-même. S'appuyant sur une enquête statistique, des entretiens individuels et des *focus groups*, l'étude montre la réalité de ces travailleurs et propose des pistes d'amélioration, notamment en matière de protection sociale (*l'actualité n° 17799 du 17 avril 2019*).

Contrôle

► **Le Parlement européen vote pour la création d'une Autorité européenne du travail.** « L'Autorité européenne du travail jouera un rôle très important dans nos efforts d'assurer une mobilité du travail équitable, en clarifiant les règles aux citoyens et entreprises et en favorisant la mise en œuvre de ces règles par les autorités nationales », a déclaré la commissaire européenne, Marianne Thyssen, le 16 avril 2019. Elle se félicite ainsi de l'adoption par le Parlement européen de la proposition de règlement établissant cette Autorité (*l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

► **La DGT vise 300 000 interventions de l'inspection du travail en 2019.** 300 000 interventions de l'inspection du travail en 2019. C'est l'objectif affiché par la Direction générale du travail (DGT) lors d'une présentation du bilan 2018 et des priorités 2019 du système d'inspection du travail le 10 avril 2019 à la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle (CNNCEFP). La moitié de ces interventions porteront sur les priorités nationales : fraude au détachement, travail illégal, égalité femmes/hommes ainsi que santé et sécurité au travail (*l'actualité n° 17796 du 12 avril 2019*).

Conventions et accords

► **Égalité de traitement : la généralisation de la présomption de justification est exclue.** Faut-il considérer que toute différence de traitement, dès lors qu'elle résulte d'un accord collectif, est présumée justifiée au regard du principe d'égalité ? À cette question qui pouvait légitimement se poser compte tenu de plusieurs arrêts ayant procédé à l'extension du champ d'application de la présomption instituée en 2015, la Cour de cassation a répondu par la négative le 3 avril 2019 (*Cass. soc., 3 avril 2019, n° 17-11.970 FP-PBRI*). Le droit de l'Union s'oppose en effet à la généralisation de la présomption de justification au-delà des hypothèses déjà admises par la chambre sociale (*l'actualité n° 17792 du 8 avril 2019*).

► **TPE : le Conseil d'État valide les modalités du référendum d'approbation des accords.** Le 1^{er} avril 2019, le Conseil d'État (*CE, 1^{er} avril 2019, n° 417652*) a rejeté le recours en annulation introduit par les syndicats CGT, FO, CFDT et Solidaires à l'encontre du décret du 26 décembre 2017 ayant fixé les modalités d'appro-

bation des accords par le personnel, dans les entreprises de 20 salariés et moins. Ce décret, pris en application de l'ordonnance du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective, est donc validé (*l'actualité n° 17793 du 9 avril 2019*).

► **Ouvriers du bâtiment: les CCN du 7 mars 2018 suspendues par la Cour d'appel de Paris, de nouveaux accords en préparation.** Entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2018, les deux conventions collectives nationales des ouvriers du bâtiment du 7 mars 2018 (*v. l'actualité n° 17552 du 16 avril 2018*) ont été récemment suspendues par la Cour d'appel de Paris. Motif: la délégation de la Fédération CGT FNSCBA a été empêchée, sans motif légitime et par une décision de la Fédération française du bâtiment, de participer à plusieurs séances de négociation. Ceci, rappelle l'arrêt, alors qu'elle représente « 44 % du vote des salariés pour les ouvriers du bâtiment dans le champ des entreprises employant moins de dix salariés » et « 29,18 % de la représentation des salariés » dans la totalité du champ du bâtiment (*CA Paris, pôle 6, ch. 2, 10 janvier 2019, n° 18/06465*). Pendant la période de suspension (ayant débuté le 25 février 2019), les entreprises du bâtiment qui appliquaient ces CCN sont de nouveau soumises aux anciennes conventions du 8 octobre 1990. Les partenaires sociaux ont rapidement réouvert les négociations, lesquelles ont débouché sur de nouveaux textes datés du 20 mars 2019 (*l'actualité n° 17794 du 10 avril 2019*).

► **Plusieurs branches professionnelles sont fusionnées.** Un arrêté du 9 avril 2019 (*JO 19 avril, NOR: MTRT1910561A*) porte fusion de plusieurs conventions collectives nationales (CCN). Ces fusions ont pour effet d'inclure le champ territorial et professionnel de la convention collective rattachée à celui de la convention collective de rattachement. Et les stipulations en vigueur de la convention collective rattachée sont annexées à la convention collective de rattachement. Ainsi, la CCN du négoce en fournitures dentaires (IDCC 635) est rattachée à la CCN des commerces de gros (IDCC 573). La convention collective des artistes-interprètes engagés pour des émissions de télévision (IDCC 1734) est rattachée à la convention collective de la production audiovisuelle (IDCC 2642). La CCN du personnel de la reprographie (IDCC 706) est rattachée à la CCN des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et de librairie (IDCC 1539). Enfin, la convention collective des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (IDCC 1016), la CCN des employés de l'édition de musique (IDCC 1194) et la CCN de l'édition phonographique (IDCC 2770) sont rattachées à la CCN de l'édition (IDCC 2121) (*l'actualité n° 17804 du 25 avril 2019*).

► **Vers une branche des « Aditig ».** Le BO-CC n° 2018-52 publie un accord de méthode du 23 octobre 2018, signé par la Fédération des CAUE (Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) et les syndicats CFDT, CFE-CGC, CGT et FO. Les conseils d'architecture avaient signé le 10 juillet 2018 un avenant annonçant leur volonté de voir étendu le champ de leur CCN à tous les acteurs du cadre de vie et du développement territorial dont les activités s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général (*v. l'actualité n° 17715 du 17 décembre 2018*). Ils poursuivent cette démarche avec un accord préparant la signature d'une convention collective nationale des acteurs du développement et de l'ingénierie territoriale d'intérêt général (Aditig), prenant en compte d'autres réseaux d'entreprises et de structures (*l'actualité n° 17787 du 1^{er} avril 2019*).

► **Restructuration des branches et statut collectif de la chaux.** Après un premier accord de méthode signé le 25 septembre 2018 (*v. l'actualité n° 17777 du 18 mars 2019*), les partenaires sociaux des industries de carrières et matériaux et ceux de la fabrication de la chaux ont conclu un deuxième accord relatif au rapprochement des deux conventions collectives nationales. Conclu le 17 janvier 2019 pour un an, celui-ci ne constitue pas encore l'accord de champ, consacrant le rapprochement de la branche de la chaux avec celle des industries de carrières et matériaux. Son objet est de préciser une méthode de travail (*l'actualité n° 17793 du 9 avril 2019*).

► **La mutualité modernise sa convention collective et fixe un agenda social pour 2019 et 2020.** Les partenaires sociaux de la branche de la mutualité ont conclu, le 15 mars 2019, un accord de méthode sur la modernisation de la convention collective de la mutualité. Appliquable jusqu'au 31 décembre 2020, le texte fixe l'agenda social de la CPPNI (commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation) en vue de réviser certains « éléments structurants » de la convention collective « ayant trait principalement à la rémunération et à la classification » (*l'actualité n° 17802 du 23 avril 2019*).

► **Les entreprises du secteur privé du spectacle vivant actualisent leur convention collective.** Afin de prendre en compte les évolutions législatives issues de la loi Travail du 8 août 2016 et des ordonnances Macron du 22 septembre 2017, la convention collective nationale des entreprises du secteur privé du spectacle vivant est actualisée par un avenant du 18 décembre 2018, déposé le 26 février 2019 à la Direction générale du travail en vue de son extension. Ainsi, outre des dispositions sur la nouvelle architecture des instances représentatives du personnel, l'accord comprend des mesures visant à renforcer les missions dévolues aux conseillers conventionnels des salariés présents dans les entreprises de moins de 11 salariés ou dépourvues d'élus du personnel (*l'actualité n° 17804 du 25 avril 2019*).

► **Statut collectif de la transformation des grains.** Le BO-CC n° 2019-10 publiera un avenant n° 8 correctif, conclu le 6 novembre 2018 pour corriger les dispositions conventionnelles sur lesquelles l'administration a émis des remarques, à l'occasion de l'extension de la convention collective nationale révisée par avenant du 9 novembre 2016 (*v. l'actualité n° 17270 du 21 février 2017*). Les dispositions modifiées portent sur le comité social et économique, le calcul de l'ancienneté, de l'indemnité de licenciement, ainsi que sur la durée journalière et hebdomadaire du travail (*l'actualité n° 17802 du 23 avril 2019*).

Dépendance

► **Dépendance: des pistes pour une meilleure prise en charge sans nouveau prélèvement.** Si le rapport Libault sur le grand âge et l'autonomie, remis le 28 mars à Agnès Buzyn, liste de nombreuses propositions pour améliorer la prise en charge de la dépendance, il n'envisage ni hausse des prélèvements obligatoires, ni seconde journée de solidarité, ni relèvement de l'âge de la retraite parmi les solutions préconisées pour leur financement. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) serait remplacée par une nouvelle prestation autonomie à domicile. Un « bouclier autonomie » serait instauré en établissement et les proches aidants bénéficieraient d'un soutien supplémentaire. Enfin, les métiers du grand âge seraient valorisés (*l'actualité n° 17787 du 1^{er} avril 2019*).

Droit du travail

► **Yves Struillou : « Nous sommes en phase de consolidation du Code du travail numérique ».** Les ordonnances dites « Macron », du 22 septembre 2017 sur le renforcement du dialogue social, ont prévu la création d'un Code du travail numérique, au plus tard le 1^{er} janvier 2020, accessible en ligne gratuitement. L'objectif : faciliter l'accès au droit du travail, notamment pour les TPE et les PME. Comment la DGT conduit-elle ce projet ? Sera-t-elle prête pour le 1^{er} janvier prochain ? La rédaction de *Liaisons sociales quotidien* fait le point avec Yves Struillou, directeur général du travail (*l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

Économie et conjoncture

► **Les prix à la consommation ont progressé de 0,8 % en mars 2019.** Les prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France ont augmenté de 0,8 % en mars 2019, indique l'Insee le 11 avril 2019. Cette hausse mensuelle s'explique pour l'essentiel par le rebond des prix manufacturés à l'issue des soldes d'hiver ainsi que par une hausse de ceux du tabac (*l'actualité* n° 17798 du 16 avril 2019).

Égalité et diversité

► **Le CSEP veut chasser les biais de sexe qui demeurent prégnants dans les procédures RH.** « Les biais de sexe se manifestent de façon subtile, voire invisible, dans l'ensemble des procédures liées au recrutement et au déroulement de carrière des salariés », constate le Conseil supérieur à l'égalité professionnelle (CSEP) dans un rapport publié le 27 mars. Face à ce constat, il formule plusieurs recommandations visant à neutraliser les facteurs susceptibles d'entraîner des discriminations (*l'actualité* n° 17792 du 8 avril 2019).

► **Création de la commission de labellisation du label diversité.** Un décret du 9 avril (*D. n° 2019-296 du 9 avril 2019, JO 11 avril*) prolonge pour cinq ans l'existence de la commission de labellisation du label diversité. Cette commission, initialement créée en 2008, reste chargée de rendre des avis sur la délivrance du label diversité par l'organisme de labellisation. La désignation des 20 membres de cette commission administrative consultative est légèrement adaptée. Seules les organisations syndicales de salariés et d'employeurs reconnues représentatives seront représentées. L'identité des cinq représentants de l'État est précisée et cinq experts seront toujours nommés sur proposition de l'ANDRH (*l'actualité* n° 17801 du 19 avril 2019).

► **La RATP renforce ses engagements en faveur de l'égalité professionnelle.** Depuis le 20 mars 2019, les salariés de la RATP sont couverts par un nouvel accord relatif à l'égalité professionnelle. Conclu pour une durée de quatre ans, le texte vise notamment à poursuivre la féminisation de l'entreprise et à identifier « finement » les écarts de rémunération « à des fins de résorption ». Il prévoit également un plan de communication « ambitieux » en vue de sensibiliser l'ensemble des acteurs de l'entreprise (*l'actualité* n° 17795 du 11 avril 2019).

Emploi

► **Alstom Transport conclut un nouvel accord de GPEC et organise ses IRP.** Alstom Transport a récemment conclu deux accords : l'un sur la gestion prévisionnelle

des emplois et des compétences (GPEC), l'autre sur la mise en place des nouvelles institutions représentatives du personnel (IRP). Applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, le premier comprend une batterie de mesures : la formation, notamment sur les métiers en croissance, le recrutement d'experts, la mobilité interne, ou encore la cessation anticipée totale d'activité. Quant au second, il prévoit notamment la mise en place, au 1^{er} juillet 2019, de 12 comités sociaux et économiques d'établissement (CSEE) et un CSE central (CSEC) (*l'actualité* n° 17794 du 10 avril 2019).

► **Le Cese entend donner plus de sens au travail des jeunes.** Le Cese préconise de privilégier l'embauche des jeunes en CDI pour leur donner confiance dans le monde du travail. Dans un avis du 27 mars le Conseil se penche en effet sur les jeunes et l'avenir du travail et formule des préconisations en vue de faciliter leur accès à l'emploi, donner du sens à leur travail et sécuriser leur parcours professionnel (*l'actualité* n° 17788 du 2 avril 2019).

► **Des intentions d'embauche record en 2019, selon Pôle emploi, mais aussi des difficultés de recrutement.** Selon l'enquête annuelle de Pôle emploi « besoins en main-d'œuvre », dont les résultats ont été diffusés le 11 avril, les intentions d'embauche sont en hausse de 14,8 % pour 2019. « C'est le plus fort volume d'intentions d'embauche » de la décennie, s'est réjoui le directeur général de Pôle emploi, Jean Bassères, notant aussi la hausse de 3,5 points des projets d'embauche en CDI. Cette augmentation est portée à la fois par une proportion plus importante d'entreprises envisageant de recruter et par un nombre moyen de projets d'embauche plus élevé (*l'actualité* n° 17799 du 17 avril 2019).

Entreprises

► **La Société générale devrait supprimer 1 600 postes.** Le 9 avril, la Société générale a annoncé la suppression de 1 600 postes dans le monde, dont environ 750 en France, souhaitant notamment réduire la voilure dans ses activités de marché. En France, ces suppressions de postes, qui concernent aussi le siège des activités de banque de détail à l'international, se feront, « pour certains périmètres, dans le cadre d'un plan de départs volontaires ». Ce plan, présenté le 9 avril aux syndicats, doit permettre à la banque de regagner en rentabilité. Dans les activités de financement et de conseil, elle va regrouper dans une seule unité les activités de relation clients et la banque d'investissement ainsi que les activités de financement (*l'actualité* n° 17794 du 10 avril 2019).

► **Arjowiggings Graphic placé en liquidation judiciaire, 850 salariés menacés dans la Sarthe.** Le Tribunal de commerce de Nanterre a prononcé, le 29 mars, la liquidation judiciaire d'Arjowiggings Graphic, menaçant 850 salariés dans deux usines de la Sarthe, a annoncé l'avocat des salariés Thomas Hollande. Les sites touchés sont ceux de Bessé-sur-Braye (Sarthe), qui emploie 580 personnes, et du Bourray, près du Mans (270 emplois). Répondant à l'Assemblée nationale à une question d'une députée de la Sarthe, la secrétaire d'État à l'Économie a affirmé le 3 avril qu'il fallait « faire la lumière sur la façon dont a été gérée Sequana », après sa liquidation judiciaire. Les avocats des salariés ont par ailleurs fait état de « mouvements de fonds illicites » de plus de 20 millions d'euros, qui ont eu lieu après la date de cessation de paiement des deux sociétés, ce que Sequana réfute (*l'actualité* n° 17787 du 1^{er} avril 2019 ; *l'actualité* n° 17791 du 5 avril 2019 ; *l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019 ; *l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

► **Alstom Power Systems à Belfort: accord sur 180 départs volontaires d'ici à juin 2020.** Un accord prévoyant 180 départs volontaires sur 1 100 salariés d'ici à juin 2020 au sein de la division Alstom Power Systems (APS, turbines) à Belfort a été signé le 25 mars par la direction de General Electric (GE) France et les partenaires sociaux. L'accord prévoit au total le départ volontaire de 264 personnes en France avant le 30 juin 2020. Il a été paraphé par la CFDT, syndicat majoritaire, et la CFE-CGC, tandis que la CGT s'y est opposée. Les départs auront lieu dans le cadre d'une procédure de rupture conventionnelle collective (RCC) pour 80 postes et dans le cadre d'un plan seniors pour les 184 autres. Ces deux plans « s'appuient sur un principe de volontariat », a souligné la direction (*l'actualité* n° 17787 du 1^{er} avril 2019).

► **Suicides à France Télécom: syndicats et victimes attendent un « procès exemplaire ».** Le procès de France Télécom et de son ancien patron Didier Lombard, qui se tiendra du 6 mai au 12 juillet, devra servir d'exemple, ont déclaré syndicats et associations de victimes le 15 avril. C'est la première fois que la justice aura à trancher une affaire de harcèlement moral d'une telle ampleur (*l'actualité* n° 17799 du 17 avril 2019).

► **Ascoval: épilogue le 2 mai, British Steel favori pour la reprise.** Le Tribunal de Strasbourg tranchera le 2 mai le feuilleton de la reprise de l'aciérie de Saint-Saulve. « On reste confiants » sur l'issue « qui devrait être favorable », a commenté le président d'Ascoval, Cédric Orban, à l'issue de l'audience, le 24 avril (*v. l'actualité* n° 17785 du 28 mars 2019), devant la chambre commerciale du TGI de Strasbourg. La justice devait ce jour-là examiner quatre offres déposées par le sidérurgiste britannique British Steel, qui a présenté une offre améliorée, le fabricant italien d'aciers spéciaux Calvi Networks, le fonds SecuFund Industry et l'industriel régional Pascal Cochez (*l'actualité* n° 17805 du 26 avril 2019).

► **Poitou: feu vert à la reprise par Liberty de deux équipementiers automobiles.** Le Tribunal de commerce de Lyon a validé le 26 avril la reprise par Liberty House, filiale métallurgie du conglomérat GFG Alliance de l'industriel britannique Sanjeev Gupta, de l'usine de Saint-Jean Industries Alu, basée à Ingrandes-sur-Vienne. Cette décision ouvre la voie à un PSE qui doit permettre, s'il est validé la semaine du 29 avril, de sauvegarder 295 des 331 emplois que compte l'usine actuellement. Liberty House a ensuite annoncé dans un communiqué que le Tribunal de commerce de Poitiers avait, pour sa part, validé sa reprise d'une seconde usine, Fonderies du Poitou Fonte (FPF), mitoyenne de Saint-Jean Industries. Les deux unités, qui appartenaient autrefois à Renault et étaient jusqu'ici aux mains de deux propriétaires différents, faisaient face à des difficultés depuis plus d'un an, sont toutes deux en redressement judiciaire et emploient environ 800 personnes (*l'actualité* n° 17807 du 30 avril 2019).

► **PSA va bien quitter son usine historique d'Hérimoncourt.** Un CCE de PSA, le 8 avril au siège de Poissy, puis le CSE, le 9 à Hérimoncourt, ont acté la décision de transférer l'activité de pièces de rechange d'Hérimoncourt à Vesoul dans le cadre du plan de développement du constructeur dans l'« économie circulaire », ont indiqué à l'issue des réunions les syndicats FO, CFE-CGC et CGT. Le transfert devrait se concrétiser d'ici au printemps 2020. Le site d'Hérimoncourt emploie 204 salariés. PSA ambitionne de reclasser le personnel en intégralité, prioritairement dans l'usine voisine de Sochaux. Le site est ainsi voué à la fermeture, sauf solution de réindustrialisation. Le constructeur a indiqué aux repré-

sentants syndicaux en rechercher, en externe auprès de repreneurs, ont souligné les syndicats, qui ont dans l'ensemble réitéré leur opposition au transfert (*l'actualité* n° 17795 du 11 avril 2019).

Famille

► **Hausse de 0,3 % des prestations familiales au 1^{er} avril 2019.** La Direction de la sécurité sociale (DSS) a détaillé, dans deux instructions du 25 mars 2019 (*Instructions DSS/SD2B/2019/65 et DSS/SD2B/2019/66 du 25 mars 2019, NOR: SSAS1908955J et NOR: SSAS1908957J*), les montants des prestations familiales dues à compter du 1^{er} avril 2019 en métropole et en outre-mer. Versées à quelque 12,7 millions de foyers en 2017, elles sont revalorisées de 0,3 % à compter de cette date, par dérogation au mécanisme légal qui prévoit une revalorisation sur la base de l'inflation (soit 1,5 % en 2019) (*l'actualité* n° 17791 du 5 avril 2019).

Formation

► **Onze opérateurs de compétences ont été agréés au 1^{er} avril 2019.** À compter du 1^{er} avril 2019, ce sont finalement bien 11 opérateurs de compétences qui sont agréés: Opco Commerce, Atlas, Santé, Afdas, Cohésion sociale, entreprises de proximité, entreprises et salariés des services à forte intensité de main-d'œuvre, Ocapiat, Opco 2i, Construction et Mobilité. L'ensemble de ces opérateurs sera compétent pour les entreprises des branches entrant dans leur champ d'intervention ainsi que pour celles non couvertes par une convention de branche mais dont l'activité relève dudit champ (*l'actualité* n° 17788 du 2 avril 2019).

► **L'encadrement des frais de gestion des Opco est précisé.** Un arrêté du 26 mars (*JO 29 mars, NOR: MTRD1904445A*) définit les montants minimum et maximum pouvant être mobilisés par les opérateurs de compétences (Opco) au titre de leurs frais de gestion. Ils doivent être compris entre 2 % et 6 % inclus du montant des sommes perçues par l'Opco au titre du financement de l'alternance (apprentissage, professionnalisation, péréquation interbranche, aide au permis), de l'aide au développement des compétences au bénéfice des PME et des contributions supplémentaires versées par les entreprises (*l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019).

► **98 % des recommandations de France compétences sur les coûts-contrat ont été suivies.** Les branches destinataires de recommandations de France compétences avaient jusqu'au 13 avril pour ajuster leur coûts-contrat d'apprentissage et, d'après un communiqué de l'instance nationale quadripartite du 26 avril, ses recommandations ont été suivies dans plus de 98 % des cas. Sur les 6 728 qui avaient été transmises, seules 123 recommandations n'ont pas été suivies par 14 commissions paritaires de branche. Un prochain décret définira les niveaux de prise en charge définitifs pour les branches professionnelles et diplômes concernés (*l'actualité* n° 17807 du 30 avril 2019).

► **Le nouveau cahier des charges du conseil en évolution professionnelle est fixé.** L'offre de service du conseil en évolution professionnelle (CEP) est redéfinie dans un nouveau cahier des charges qui s'appliquera au 1^{er} janvier 2020. Publié par arrêté du 29 mars (*JO 30 mars, NOR: MTRD1909505A*), il adapte le dispositif conformément à la réforme opérée par la loi Avenir professionnel. L'accompagnement dont pourront bénéficier les actifs dans la construction de leur parcours

professionnel s'organisera en deux niveaux de conseil, débutant par un accueil individualisé et adapté au besoin de la personne, pour aboutir sur un accompagnement personnalisé (*l'actualité* n° 17790 du 4 avril 2019).

► **Le financement du CEP et du CPF des non-salariés.**

Au titre de l'année 2019, 1 % de la contribution des non-salariés devra être versée à France compétences. Ce versement prévu par un arrêté du 15 février (*JO 11 avril, NOR: MTRD1834733A*) permettra le financement du CEP. Ce texte prévoit aussi que la fraction de la contribution des non-salariés affectée au financement du compte personnel de formation (CPF) est conservée et gérée par l'organisme qui gère la collecte des travailleurs indépendants (*l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

► **La certification des compétences acquises lors d'un mandat est déployée au niveau national.**

Une instruction du 22 janvier 2019 (*Instr. n° DGEFP/MPCP/2019/15 du 22 janvier 2019, NOR: MTRD1902492J*) précise les modalités de mise en œuvre de la certification relative aux compétences acquises dans l'exercice d'un mandat de représentant du personnel ou d'un mandat syndical. Cette certification a été créée par deux arrêtés du 18 juin 2018 (*v. l'actualité* n° 17602 du 2 juillet 2018). Après une expérimentation du dispositif dans la région Pays de la Loire (*v. l'actualité* n° 17631 du 16 août 2018), il est maintenant déployé au niveau national. L'instruction rappelle les règles applicables, décline les étapes du déploiement, précise le rôle des Direccte et contient, en annexes, divers formulaires, modèles de documents ou informations utiles (*l'actualité* n° 17804 du 25 avril 2019).

► **Erasmus + : poursuite des mobilités en cours en cas de Brexit sans accord.**

Anticipant une possible sortie du Royaume-Uni (RU) de l'Union européenne (UE) sans accord de retrait, un règlement de l'UE du 25 mars 2019 (*Règlement UE n° 2019/499 du 25 mars 2019, JOUE 27 mars*) fixe des règles permettant la poursuite des activités de mobilité impliquant le RU dans le cadre du programme Erasmus +. Seront concernées les mobilités en cours ou commençant au plus tard à la date à laquelle les traités de l'UE cesseront de s'appliquer au RU. Pour ce faire, les engagements juridiques pris conformément au règlement n° 1288/2013 seront poursuivis, le RU continuant à être traité en la matière comme un État membre (*l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019).

► **Opcv de l'industrie des jeux, jouets.**

Les partenaires sociaux, sauf la CGT, ont signé, le 25 mars 2019, un avenant n° 80 relatif au choix de l'Opcv, modifiant leur choix initial (*v. l'actualité* n° 17716 du 18 décembre 2018). Il désigne Opcv 2i, qui couvre les métiers de l'industrie (*v. l'actualité* n° 17734 du 16 janvier 2019), au nom du principe de cohérence du champ d'intervention des Opcv (*l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

► **La formation bénéficie surtout aux salariés promus, moins à ceux dont la carrière est bloquée.**

Les personnes qui bénéficient le plus de la formation sont essentiellement celles qui connaissent des carrières ascendantes. Au contraire, celles dont la carrière est bloquée ou qui se retrouvent déclassées y ont moins accès, malgré une demande forte en la matière, constate le Céreq dans une étude sur le recours à la formation en entreprise diffusée le 28 mars 2019 (*l'actualité* n° 17802 du 23 avril 2019).

Handicapés

► **L'expérimentation des entreprises adaptées de travail temporaire est lancée.** Une aide au poste annuelle de 4472 € pourra être accordée aux entreprises adaptées qui expérimenteront la création d'entreprises de travail

temporaire. Un décret (*D. n° 2019-360 du 24 avril 2019, JO 25 avril*) fixe les modalités de mise en œuvre de cette expérimentation visant à accompagner des travailleurs handicapés vers les employeurs du milieu ordinaire (*l'actualité* n° 17805 du 26 avril 2019).

► **De nouvelles entreprises adaptées sélectionnées pour l'expérimentation du CDD « tremplin ».**

Un arrêté du 8 avril 2019 (*Arr. du 8 avril 2019, JO 13 avril, NOR: MTRD1910391A*) complète la liste des entreprises adaptées (EA) retenues pour mener l'expérimentation du contrat à durée déterminée (CDD) « tremplin », dont les modalités ont été définies en novembre dernier par décret (*v. l'actualité* n° 17695 du 19 novembre 2018). 77 entreprises adaptées sont désormais désignées, contre 71 auparavant, pour expérimenter ce dispositif, qui vise à accompagner les transitions professionnelles des travailleurs handicapés vers le milieu ordinaire de travail (*l'actualité* n° 17802 du 23 avril 2019).

IRP

► **Parité des listes de candidats : la Cour de cassation étoffe son mode d'emploi.**

Dans un arrêt du 17 avril 2019 (*Cass. soc., 17 avril 2019, n° 17-26.724 FS-PB*), la Cour de cassation confirme que lorsque plus de deux postes sont à pourvoir, un syndicat peut présenter une liste incomplète comportant moins de candidats que de sièges à pourvoir, tant que les règles de parité entre hommes et femmes sont respectées. Si tel n'est pas le cas, il incombe au juge d'annuler l'élection des derniers élus du sexe surreprésenté en suivant l'ordre inverse de la liste des candidats. Un ordre qui peut être impacté par les ratifications affectant la liste, alerte la Haute juridiction dans un second arrêt rendu le même jour (*Cass. soc., 17 avril 2019, n° 18-60.173 FS-PB*) (*l'actualité* n° 17807 du 30 avril 2019).

► **Établissements distincts du CSE : l'ouverture de négociations est un préalable indispensable.**

La Cour de cassation étoffe sa jurisprudence sur le comité social et économique (CSE) avec un troisième arrêt, publié le 17 avril 2019 (*Cass. soc., 17 avril 2019, n° 18-22.948 FS-PBRI*), portant à nouveau sur les modalités de détermination des établissements distincts. Il y est notamment précisé que ce n'est qu'après avoir loyalement mais vainement tenté de négocier un accord collectif sur le nombre et le périmètre de ces établissements que l'employeur peut procéder par décision unilatérale (*l'actualité* n° 17802 du 23 avril 2019).

► **Fixation du lieu de réunion du CE : une prérogative patronale qui ne doit pas dégénérer en abus.**

La Cour de cassation a posé le principe dans un arrêt du 3 avril 2019 (*Cass. soc., 3 avril 2019, n° 71-31.304*) : la fixation du lieu des réunions du comité d'entreprise relève des prérogatives de l'employeur, sauf pour celui-ci à répondre d'un éventuel abus dans leur exercice (*l'actualité* n° 17799 du 17 avril 2019).

► **Les IRP des gérants de la grande distribution évoluent.**

À compter des prochaines élections professionnelles dans les entreprises propriétaires de succursales, sera mis en place un comité de représentation des gérants mandataires non salariés. Ce dernier se substitue au comité gérants mandataires non salariés et aux délégués gérants mandataires non salariés. C'est ce que prévoit un avenant du 26 novembre 2018 à l'accord national du 18 juillet 1963 (*l'actualité* n° 17792 du 8 avril 2019).

► **Le groupe MGEN met en place 214 représentants de proximité répartis sur l'ensemble de ses sites.**

En vue des prochaines élections professionnelles prévues au

cours du premier semestre 2019, le groupe MGEN a conclu, le 5 mars 2019, un accord organisant la fusion des IRP. Au-delà de la mise en place de cinq comités sociaux et économiques d'établissement (CSEE), d'un comité social et économique central (CSEC) et de plusieurs commissions, l'accord garantit la présence de représentants de proximité (RP) sur tous les sites, y compris les plus petits (moins de 11 salariés) (*l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019).

► **Amal met en œuvre de nouvelles règles de dialogue social.** ArcelorMittal Atlantique et Lorraine – Amal – mettra en œuvre à partir du 1^{er} juin 2019 et durant quatre ans, un accord sur le dialogue social signé le 4 février dernier. Les sept établissements de la société, la plus importante du groupe sidérurgique en France (6900 salariés), seront dotés chacun d'un CSE d'établissement, dont les membres seront élus en mai. Certains mandats pourront être exercés à plein temps (*l'actualité* n° 17790 du 4 avril 2019).

► **Pôle emploi détermine les modalités de mise en place et de fonctionnement de ses IRP.** Le renouveau des instances de représentation du personnel (IRP) à Pôle emploi, tel est le thème de l'accord d'entreprise signé par l'établissement public le 5 avril 2019. Long d'une cinquantaine de pages, ce texte institue un comité social et économique central (CSEC) et des comités d'établissement (CSEE), la mise en place de ces derniers étant réalisée à une date unifiée. Il prévoit également des représentants de proximité. Un accompagnement des agents qui n'auraient plus de mandat est prévu. Un accord de branche du 1^{er} avril définit des dispositions relatives au droit syndical, y compris au bénéfice des syndicats non représentatifs (*l'actualité* n° 17799 du 17 avril 2019).

Jurisprudence

► **La Cour de cassation revoit la rédaction de ses arrêts.** Une rédaction des arrêts en style direct, des paragraphes numérotés et des attendus supprimés, c'est ce qu'a annoncé la Cour de cassation lors d'une conférence de presse le 5 avril. De nouvelles règles rédactionnelles qui s'appliqueront à compter du 1^{er} octobre prochain. Et si tous les arrêts sont concernés, certains, choisis pour leur importance, verront leur motivation développée (*l'actualité* n° 17794 du 10 avril 2019).

Justice

► **Les prud'hommes de Bordeaux écartent à leur tour le barème Macron.** La saga du barème d'indemnisation du licenciement sans cause réelle et sérieuse se poursuit (*v. l'actualité* n° 17754 du 13 février 2019). Le 9 avril, les prud'hommes de Bordeaux (*Cons. prud'h. Bordeaux, section Activités diverses*, 9 avril 2019, n° 18/00659) ont rejoint ce qui est désormais qualifié de « fronde prud'homale » (*Le Monde*, 01/04) en prononçant l'inconventionnalité du barème. Dans cette affaire, qui concernait une salariée ayant obtenu la requalification en salariat d'une relation de travail de moins d'un an exercée sous le statut d'auto-entrepreneur, l'application du barème n'aurait droit qu'à un demi-mois de salaire au maximum, soit 985,85 €. Un plafond jugé « dérisoire » au regard du préjudice réel « constitué par l'impossibilité au terme du contrat de bénéficier d'un revenu de remplacement auprès de Pôle emploi et par l'absence de versement de quelconques indemnités de rupture ». Le bureau de jugement a donc estimé que les plafonds

d'indemnisation prévus par le législateur ne respectaient pas les dispositions de la convention n° 158 de l'OIT et de l'article 24 de la Charte sociale européenne (*l'actualité* n° 17798 du 16 avril 2019).

Libertés individuelles

► **Liberté religieuse : la CA de Versailles annule le licenciement de l'ingénieure voilée.** Dix ans après les faits, la Cour d'appel de Versailles a finalement annulé le licenciement de la salariée de la société Micropole qui avait refusé de retirer son foulard islamique lorsqu'elle intervenait auprès de la clientèle. Reprenant les solutions rendues par la Cour de justice de l'Union européenne et la Cour de cassation, l'arrêt du 18 avril 2019 (*CA Versailles*, 21^e ch., 18 avril 2019, n° 18/02189) marque ainsi le terme d'une longue procédure contentieuse (*l'actualité* n° 17804 du 25 avril 2019).

► **La Cnil réglemente le recours à la biométrie sur les lieux de travail.** Encadrer le recours à des dispositifs biométriques pour contrôler l'accès aux locaux, aux appareils et aux applications informatiques sur les lieux de travail, tel est l'objet de la délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés datée du 10 janvier dernier et publiée au *Journal officiel* du 28 mars 2019 (*Délibération* n° 2019-001 du 10 janvier 2019, JO 28 mars, NOR: CNIL1908954X). Des recours autorisés aux mesures à mettre en œuvre pour sécuriser les données collectées, la Commission pose clairement les règles (*l'actualité* n° 17788 du 2 avril 2019).

► **La Cnil enregistre un nouveau record de plaintes en 2018.** Le nombre de plaintes reçues par la Cnil continue d'augmenter. Son rapport d'activité 2018, présenté le 15 avril dernier, fait état de 11 077 plaintes enregistrées, soit une augmentation de 32 % par rapport à l'année 2017. Une tendance à la hausse liée au RGPD qui a, d'ailleurs, largement impacté les missions de la Commission (*l'actualité* n° 17800 du 18 avril 2019).

Maladie

► **Feu vert de l'Assemblée à une résiliation facilitée des complémentaires santé.** L'Assemblée nationale a adopté le 27 mars la proposition de loi LREM pour permettre la résiliation des complémentaires santé « sans frais et à tout moment », après un an de contrat, malgré l'opposition de certains députés « marcheurs » et de la gauche, et de fortes réserves LR. Actuellement, les contrats ou garanties souscrites ne sont résiliables qu'autour de leur date anniversaire. Le texte était examiné en première lecture et va maintenant passer au Sénat. Les députés ont notamment fixé le délai de prise d'effet de la résiliation du contrat ou de la dénonciation à la fin du mois suivant la notification (*l'actualité* n° 17787 du 1^{er} avril 2019).

► **Les nouvelles modalités de calcul de la cotisation subsidiaire maladie Puma sont fixées.** L'article 12 de la LFSS pour 2019 a procédé à une refonte de la cotisation subsidiaire maladie Puma (*v. le dossier juridique -Sécu., financ.-* n° 39/2019 du 27 février 2019). Le système de calcul à deux étages de cette cotisation existant précédemment en fonction du montant de revenu dans l'année (inférieur à 5 % du Pass ou compris entre 5 et 10 % du Pass) a été remplacé par un mécanisme de décote linéaire du taux de cotisation. Un décret du 23 avril 2019 (*D. n° 2019-349 du 23 avril 2019, JO 24 avril*) a modifié en conséquence les modalités de calcul de cette cotisation (*l'actualité* n° 17806 du 29 avril 2019).

► **Détermination des montants de l'abattement pour l'éligibilité à la CMU-C.** Suite à la revalorisation de certaines prestations sociales (AAH, Aspa, etc.) au 1^{er} avril 2019, une instruction de la DSS du 21 mars 2019 (*Instr. n° DSS/SD2A/2019/61 du 21 mars 2019, NOR: SSAS1908510J*) a fixé les montants de l'abattement applicable à ces prestations, afin que leur revalorisation n'exclue pas certains individus du bénéfice de la CMU-C et de l'ACS (*l'actualité n° 17793 du 9 avril 2019*).

► **Les industries de la maroquinerie créent un régime de prévoyance pour les non-cadres.** Un régime de prévoyance obligatoire, comportant une garantie décès et une garantie invalidité de troisième catégorie, doit être mis en place au 1^{er} avril 2019 par toutes les entreprises des industries de la maroquinerie adhérant à la Fédération française de la maroquinerie, au profit de leurs salariés non cadres, sans condition d'ancienneté. Un accord a été conclu à cet effet le 12 décembre 2018 destiné aux entreprises ne disposant pas de leur propre régime. Outre le secteur de la maroquinerie, il s'applique aussi à celui de la ganterie de peau (*l'actualité n° 17787 du 1^{er} avril 2019*).

► **Prévoyance des non-cadres dans les magasins de bricolage.** La fédération patronale FMB et les fédérations syndicales CFE-CGC, CFTC, CGT et FO ont signé un accord de prévoyance, pour remplacer celui du 17 décembre 2010 (*v. l'actualité n° 15797 du 17 février 2011*). Conclu le 11 décembre 2018, il sera publié au *BO-CC* n° 2019-09. Il institue des garanties minimales, au bénéfice du personnel non cadre, en cas de décès et en cas d'arrêt de travail. Elles doivent être respectées sans dérogation risque par risque. Sauf dispositions plus favorables, elles sont financées à 50 % par le salarié. Les entreprises, qui ne sont pas adhérentes à la fédération patronale devront l'appliquer à partir de janvier 2020, si son arrêté d'extension est publié avant le 1^{er} octobre 2019 (*l'actualité n° 17798 du 16 avril 2019*).

► **Couverture sociale complémentaire des gardiens d'immeubles.** Un avis publié au *JO* du 12 avril 2019 lance la procédure d'extension d'un avenant n° 3 bis du 7 novembre 2017 à l'accord du 6 décembre 2013, relatif au régime de prévoyance et de frais de santé, applicable dans le cadre de la CCN des gardiens, concierges et employés d'immeubles. Conclu par la délégation patronale et les syndicats CFDT, CGT, FO et Snigic, l'avenant modifie les articles de cet accord relatifs aux garanties frais de santé et au fonds de solidarité. Cet avenant sera publié au *BO-CC* n° 2019-12 (*l'actualité n° 17799 du 17 avril 2019*).

Politique sociale

► **Gilets jaunes: Emmanuel Macron dévoile ses mesures sociales issues du Grand débat.** Réindexation sur l'inflation des retraites de moins de 2000 €, allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein, reconduction de la prime Macron... Voici quelques-unes des mesures retenues et dévoilées le 25 avril 2019 par Emmanuel Macron après trois mois de Grand débat et cinq mois de crise des « Gilets jaunes » (*l'actualité n° 17789 du 3 avril 2019; l'actualité n° 17800 du 18 avril 2019; l'actualité n° 17803 du 24 avril 2019; l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

► **La loi Pacte définitivement adoptée pose de nouvelles règles liées aux seuils d'effectifs.** Près de dix mois après sa présentation en Conseil des ministres, la loi Pacte a été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 11 avril 2019. En matière sociale, elle met en place

de nouvelles règles de décompte des effectifs et de franchissement des seuils, entérine une réforme de l'épargne retraite et salariale et renforce l'intégration des enjeux sociaux et environnementaux par les entreprises. Elle fait l'objet de recours devant le Conseil constitutionnel déposés les 16 et 23 avril par les députés du groupe Les Républicains et des groupes Gauche Démocrate et Républicaine, La France insoumise, et Socialistes et apparentés (*l'actualité n° 17787 du 1^{er} avril 2019; l'actualité n° 17795 du 11 avril 2019; l'actualité n° 17797 du 15 avril 2019; l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

► **Le projet de loi d'orientation des mobilités est adopté en première lecture par le Sénat.** Après plus de quatre mois d'attente, les sénateurs ont adopté le projet de loi d'orientation des mobilités en première lecture. Extension du forfait mobilité durable, suppression de la charte de responsabilité sociale, encouragement au télétravail... tels sont les principaux apports des sénateurs au projet de texte (*l'actualité n° 17790 du 4 avril 2019; l'actualité n° 17791 du 5 avril 2019*).

► **La loi « anticasseurs » est promulguée.** La loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations a été publiée au *Journal officiel* du 11 avril (*L. n° 2019-290 du 10 avril 2019, JO du 11 avril*). Les fouilles ciblées sur réquisition du procureur (*art. 2*), la dissimulation volontaire de tout ou partie du visage sans motif légitime (*art. 6*) et la possibilité pour l'État d'engager une action récursoire contre les personnes condamnées pénalement pour avoir participé à une manifestation ou un rassemblement ayant entraîné des dommages (*art. 9*) sont donc actées (*l'actualité n° 17792 du 8 avril 2019; l'actualité n° 17796 du 12 avril 2019*).

Rémunération

► **La loi Pacte veut favoriser la mise en place de dispositifs d'épargne salariale.** Rapprochement des règles applicables à l'intéressement et à la participation, sécurisation du régime social et fiscal de faveur des accords d'intéressement vis-à-vis de l'administration ou encore négociation d'un plan d'épargne salariale au niveau de la branche en faveur des petites entreprises: tels sont les principaux apports en matière d'épargne salariale du projet de loi Pacte définitivement adopté le 11 avril 2019 (*l'actualité n° 17798 du 16 avril 2019*).

► **Accord salarial trouvé dans les transports publics urbains de voyageurs.** Les salaires conventionnels dans les transports urbains de voyageurs ont été revalorisés de 1,6 % au 1^{er} janvier 2019 par un accord du 26 février 2019. L'UTP se félicite de la réussite d'une négociation qui « témoigne de la qualité d'un dialogue social constructif ». La branche avait déjà trouvé un accord en 2018, après deux années « blanches », en 2016 et 2017 (*l'actualité n° 17801 du 19 avril 2019*).

► **Attribution d'une prime aux salariés aux plus faibles salaires dans le régime général.** L'Ucanss, représentant les employeurs du régime général de sécurité sociale, a indiqué le 19 mars 2019, que la négociation ouverte afin de déterminer les règles d'attribution d'une prime, ciblée vers les salariés dont la rémunération est la plus faible, n'a pas abouti. Dans ce cadre, chaque direction d'organisme est invitée à adopter une décision unilatérale visant à l'octroi de cette prime. D'un montant de 257 € brut, cette prime uniforme est soumise aux cotisations et contributions sociales et fiscales selon les règles de droit commun. Elle est versée à tous les salariés présents et rémunérés au 1^{er} mars 2019, dès lors que leur coefficient (coefficient de qualification auquel

s'ajoutent les points de compétence et les points d'expérience) n'excède pas 259 points (*l'actualité n° 17794 du 10 avril 2019*).

► **Salaires dans les industries charcutières.** La fédération patronale Fict et les fédérations syndicales CFDT et CFE-CGC ont signé, le 6 mars 2019, un accord relatif aux salaires minimaux professionnels garantis, dans le cadre de la CCN du 29 mars 1972. La nouvelle grille, qui est fixée au 1^{er} mars 2019, débute à 1 530 €, 1 535 €, 1 539 € et 1 542 € aux quatre coefficients du niveau 1. Au-delà, elle est comprise entre 1 545 € au coefficient 145 et 4 997 € au coefficient 700 (*l'actualité n° 17792 du 8 avril 2019*).

► **Salaires dans les laboratoires d'analyses.** Un accord du 31 janvier 2019, ratifié côté syndical par la CFDT, la CGT et FO, déposé le 1^{er} avril, actualise les salaires minimaux de la CCN des laboratoires de biologie médicale extra-hospitaliers. Il revalorise toute la grille de 2,26 % au 1^{er} février 2019. Celle-ci débute à 1 521,33 € par mois au coefficient 135. Les trois montants applicables au personnel infirmier, ainsi revalorisés, sont désormais de 1 744,12 € au coefficient 250, de 1 796,65 € au coefficient 260 et de 1 848,86 € au coefficient 270 (*l'actualité n° 17802 du 23 avril 2019*).

► **Salaires de la branche assainissement et maintenance industrielle.** Conclu, le 20 mars, un avenant n° 32 augmente les salaires minimaux de 1,8 % au 1^{er} mars 2019 et les indemnités d'astreinte et de repas au 1^{er} avril 2019. Les signataires – la FNSA et la CFDT, FO et l'Unsa – portent le point (pour une durée de travail de 151,67 heures) à 3,892 € et la partie fixe à 884,377 €. À titre dérogatoire, le salaire minimum du coefficient 160 est fixé à 1 521,22 €, c'est-à-dire au montant du Smic (*l'actualité n° 17804 du 25 avril 2019*).

► **Salaires de la boulangerie industrielle.** Un avenant n° 28 du 7 mars 2019, conclu par les partenaires sociaux, sauf la CGT, fixe une nouvelle grille au 1^{er} avril 2019, revalorisée de 1,8 % par rapport à avril 2018. Elle démarre à 1 527 €, 1 540,03 €, 1 553,43 € et 1 589,90 € pour les quatre premiers montants applicables aux ouvriers et employés (*l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

► **Salaires de l'import-export.** Le BO-CC n° 2019-13 publiera l'accord du 22 janvier 2019, conclu par la délégation patronale et les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC, retenant une augmentation de 2 % au 1^{er} janvier 2019. La grille démarre ainsi à 1 583 €, 1 588 €, 1 594 €, 1 603 € aux coefficients E1 à E4 (*l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

► **Salaires des jardinerie, graineteries.** Un avis au Journal officiel du 18 avril 2019 lance la procédure d'extension d'un accord du 11 janvier 2019. La grille, au 1^{er} janvier 2019, qui débute à 1 521,25 € et 1 525,80 € aux coefficients 155 et 160, sera publiée au BO-CC n° 2019-13 (*l'actualité n° 17806 du 29 avril 2019*).

Retraite

► **La loi Pacte met en place un socle de règles communes aux différents plans d'épargne retraite.** Dix mois auront été nécessaires pour finaliser la loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises dite « Pacte », qui réforme en profondeur l'épargne retraite. L'Assemblée nationale a adopté définitivement ce texte le 11 avril dernier qui doit encore être complété par des ordonnances (*v. ci-après*) et mesures réglementaires à paraître. Il pourrait encore faire l'objet d'un recours devant le Conseil constitutionnel avant d'être promulgué (*l'actualité n° 17797 du 15 avril 2019*).

► **Vers de nouvelles règles pour les régimes de retraite à prestations définies.** Un projet d'ordonnance portant transposition de la directive 2014/50/UE dite « portabilité », diffusé le 29 mars 2019, viendrait adapter les régimes de retraite à prestations définies à la réglementation communautaire. Dans ce cadre, la condition de présence dans l'entreprise au moment du départ à la retraite pour bénéficier des droits constitués serait notamment interdite. Les régimes « chapeaux » à droits aléatoires seraient fermés (*l'actualité n° 17795 du 11 avril 2019*).

► **Réforme des retraites: les droits familiaux et conjugués questionnés.** Mise en place d'une majoration proportionnelle de pension dès le premier enfant, suppression de celle accordée pour les familles de trois enfants et plus, plafonnement des pensions de réversion, etc. Autant de sujets de réflexion qui ont été soumis aux partenaires sociaux par le Haut-commissaire à la réforme des retraites dans un document de travail diffusé début avril. Les droits familiaux et conjugaux liés à la retraite y sont largement questionnés (*l'actualité n° 17795 du 11 avril 2019*).

► **Quel avenir pour les dispositifs de solidarité dans le système universel de retraite ?** Les dispositifs de solidarité sont au cœur des échanges qui se sont déroulés du 15 au 19 avril entre le Haut-commissaire à la réforme des retraites et les partenaires sociaux. Les questions se concentrent sur leur avenir dans le cadre du futur régime universel en points. Jean-Paul Delevoye évoque notamment la mise en place d'un montant minimum de pension exprimé en pourcentage du Smic identique quel que soit le statut, dès lors que la carrière a été complète (*l'actualité n° 17800 du 18 avril 2019*).

► **Agirc-Arrco: vers un maintien du pouvoir d'achat des retraités pendant quatre ans.** Réunis le 5 avril au Medef pour négocier les orientations stratégiques de l'Agirc-Arrco pour la période 2019-2021, les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour adopter un système d'indexation des pensions sur les prix, et ainsi revenir sur le mécanisme de sous-indexation précédent, selon lequel les pensions étaient revalorisées en fonction de l'inflation, moins un point. Ils se retrouveront pour une prochaine séance qui pourrait être conclusive, au cours de laquelle le sujet de coefficient de solidarité devrait revenir sur la table, mais la date n'a pas encore été fixée (*l'actualité n° 17793 du 9 avril 2019*).

► **La DSS détaille les modalités de la retraite anticipée pour incapacité permanente.** Prenant en compte l'élargissement du dispositif par l'ordonnance Macron relative au C2P, la DSS précise, dans une instruction du 14 mars 2019 (*Instr. n° DSS/2C/2019/54 du 14 mars 2019, NOR: SSAS19077585*), la mise en œuvre de la retraite anticipée pour incapacité permanente due à un AT-MP. La DSS détaille les modalités d'ouverture ainsi que les conditions spécifiques applicables aux victimes de maladies professionnelles consécutives à des postures pénibles, des manutentions manuelles de charges, des vibrations mécaniques ou à des agents chimiques dangereux (*l'actualité n° 17787 du 1^{er} avril 2019*).

► **Quels prélèvements sociaux sont effectués sur les retraites du régime général ?** La Cnav est revenue, dans une circulaire n° 2019-19 du 16 avril 2019, sur les modalités d'application de la CSG, de la CRDS et de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa) sur les retraites versées depuis le 1^{er} janvier 2019. Deux lois successives ont en effet modifié le paysage fin 2018: la loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales, qui a instauré, à compter du 1^{er} janvier 2019, un taux médian

de CSG à 6,6 % et la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 qui a prévu, d'assujettir les retraités au taux de CSG de 6,6 % et au taux normal de 8,3 % seulement si leur revenu fiscal de référence excède au titre de deux années consécutives le plafond d'assujettissement au taux réduit. (*l'actualité* n° 17803 du 24 avril 2019).

► **Rectification des montants de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) revalorisée au 1^{er} avril.** La Cnav publie une circulaire (*Circ. CNAV n° 2019-15 du 5 avril 2019*) qui remplace et annule celle du 26 mars 2019 relative à la revalorisation de l'ASI (*v. l'actualité* n° 17786 du 29 mars 2019). L'ASI, qui est revalorisée de 1,6 % (et non de 1,5 %), atteint 4991,81 € par an pour une personne seule et 8 237,26 € pour un couple. Ses plafonds de ressources sont aussi revalorisés de 1,6 % et portés à 8 679,00 € par an pour une personne seule et 15 201,92 € pour un couple (*l'actualité* n° 17800 du 18 avril 2019).

► **Les plafonds de ressources opposables aux veuves de guerre au 1^{er} avril 2019 sont publiés par la Cnav.** La Cnav diffuse, dans une circulaire du 10 avril (*Circ. CNAV n° 2019-18 du 10 avril 2019*), les plafonds de ressources opposables aux veuves de guerre pour le bénéfice de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), suite à la revalorisation de cette dernière de 1,6 % au 1^{er} avril 2019. Ainsi, depuis cette date, les veuves de guerre peuvent bénéficier de l'ASI à condition de ne pas dépasser le plafond annuel de ressource de 14 846,71 € (*l'actualité* n° 17800 du 18 avril 2019).

RSE

► **La loi Pacte entend renforcer la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux par les entreprises.** La possibilité d'inscrire dans le statut des entreprises la raison d'être de leur activité au regard des enjeux sociaux et environnementaux sera bientôt reconnue. La loi relative à la croissance et à la transformation des entreprises, définitivement adoptée le 11 avril par les députés, introduit en ce sens les notions « d'intérêt social » et de « raison d'être » dans le Code civil. Le texte permettra aussi de créer le statut de société à mission et vise à multiplier le nombre d'administrateurs salariés dans les conseils d'administration (*l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

Rupture du contrat

► **La prise d'acte n'est pas subordonnée à une mise en demeure préalable de l'employeur.** L'article 1226 du Code civil imposant la mise en demeure du débiteur défaillant de satisfaire à son engagement avant toute résolution unilatérale du contrat s'applique-t-il au salarié qui prend acte de la rupture de son contrat de travail ? Non, répond la Cour de cassation dans un avis publié le 3 avril 2019 (*Cass. avis, 3 avril 2019, n° 15003*) (*l'actualité* n° 17791 du 5 avril 2019).

► **Licenciement d'un salarié en arrêt maladie : gare aux dispositions conventionnelles protectrices.** Durant la période de suspension du contrat correspondant à un arrêt pour maladie ordinaire, le salarié peut être licencié dans les conditions de droit commun puisqu'il n'existe pas de dispositions légales protectrices spécifiques. Mais la prudence s'impose car la convention collective peut avoir aligné les conditions du licenciement sur celles que la loi a posées en cas de maladie professionnelle. Ces dispositions doivent alors recevoir plein effet, ce qui

interdit notamment le prononcé d'un licenciement pour insuffisance professionnelle, souligne la Cour de cassation (*Cass. soc., 27 mars 2019, n° 17-27.047*) dans un arrêt du 27 mars 2019 (*l'actualité* n° 17798 du 16 avril 2019).

Santé au travail

► **Tout salarié exposé à l'amiante peut désormais faire valoir un préjudice d'anxiété.** Le 5 avril 2019, la Cour de cassation a procédé à un revirement de jurisprudence très attendu (*Cass. ass. plén., 5 avril 2019, n° 18-17.442 PBR*) : jusqu'à présent réservé aux salariés entrant dans le champ des dispositions relatives à la préretraite amiante, le préjudice d'anxiété peut désormais être invoqué par tout salarié justifiant d'une exposition générant un risque élevé de développer une pathologie grave, quand bien même il n'aurait pas travaillé dans un établissement classé Acaata. Cette action s'exercera sur le fondement du droit commun régissant l'obligation de sécurité de l'employeur (*l'actualité* n° 17793 du 9 avril 2019).

► **Repérage de l'amiante avant travaux : un nouveau calendrier d'entrée en vigueur est fixé.** Initialement prévue au plus tard le 1^{er} octobre 2018, l'entrée en vigueur du décret du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant travaux est finalement repoussée par un décret du 27 mars 2019 (*D. n° 2019-251 du 27 mars 2019, JO 30 mars*). Aucun des arrêtés spécifiques à chaque domaine d'activité n'est en effet paru à temps (*l'actualité* n° 17789 du 3 avril 2019).

► **Cinq agents cancérigènes sont ajoutés à la directive sur la protection des travailleurs exposés.** La directive de 2004 visera bientôt cinq agents cancérigènes ou mutagènes supplémentaires, soit 27 au total. Une proposition de directive la révisant a en effet été définitivement adoptée par le Parlement européen le 27 mars 2019. Objectif : éviter plus de 22 000 cas de maladies professionnelles chaque année (*l'actualité* n° 17804 du 25 avril 2019).

► **Travail des mineurs : les prérogatives de l'inspection du travail sont renforcées.** L'inspecteur du travail peut désormais décider du retrait immédiat d'un travailleur de moins de 18 ans affecté à des travaux interdits ou réglementés. En effet, un décret du 27 mars (*D. n° 2019-253 du 27 mars 2019, JO 30 mars*) a enfin fixé les modalités de mise en œuvre des nouveaux moyens d'actions accordés en la matière par une ordonnance datant d'avril 2016 (*l'actualité* n° 17790 du 4 avril 2019).

► **Le ministère de l'Intérieur invite à créer des clubs locaux « entreprises pour la sécurité routière ».** Dans une instruction datée du 9 avril 2019 (*Instr. du 9 avril 2019, NOR : INTS1909097J*), le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Stéphane Bouillon, invite les préfets à « étudier la possibilité de créer ou développer des clubs locaux entreprises et sécurité routière » et à désigner pour cette mission des interlocuteurs départementaux avant le 15 mai prochain, en vue d'une réunion avec le délégué à la sécurité routière le 14 juin. Il s'agit de favoriser la prévention du risque routier professionnel, notamment dans les petites entreprises. « Les trajets liés au travail représentent 14 % de la mortalité routière et le risque routier est la première cause de mortalité liée au travail », est-il constaté. Et le risque routier professionnel « conduit à huit millions d'arrêts de travail, soit un coût pour les entreprises de 725 millions d'euros » (*l'actualité* n° 17802 du 23 avril 2019).

► **Ratification de la convention n° 184 de l'OIT.** Par une loi du 8 avril 2018 (*L. n° 2019-283 du 8 avril 2019, JO 9 avril*), l'exécutif a autorisé la ratification de la convention

n° 184 de l'OIT relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture du 21 juin 2001. Selon l'exposé des motifs de la loi, les dispositions de cette convention sont bien incluses dans le Code du travail et le Code rural et de la pêche maritime (*l'actualité* n° 17797 du 15 avril 2019).

► **La branche de l'hôtellerie de plein air s'engage dans une démarche de prévention de la pénibilité.** Les partenaires sociaux de l'hôtellerie de plein air ont conclu, le 11 décembre 2018, un accord relatif à la prévention de la pénibilité. Souhaitant faire un « socle de référence » pour chaque entreprise de la branche, le texte prévoit des mesures de prévention auxquelles sont associés des objectifs chiffrés. L'accord a été déposé le 19 janvier 2019 à la DGT en vue de son extension (*l'actualité* n° 17791 du 5 avril 2019).

► **Les transports de déménagement actualisent leur dispositif de prévention de la pénibilité.** Le dispositif de prévention de la pénibilité dans les transports routiers de déménagement, issu de l'accord du 3 novembre 2010, est mis à jour au regard des évolutions légales et réglementaires. Un avenant a été signé en ce sens le 11 février 2019. Désormais déposé à la Direction générale du travail, ce texte prend notamment en compte l'évolution de la réglementation concernant l'emploi des jeunes travailleurs, celle des règles de suivi médical des salariés, la création du compte personnel de formation. À noter aussi l'extension, le 25 avril 2019, de l'avenant salarial du 4 mai 2018 (*l'actualité* n° 17806 du 29 avril 2019).

► **Transavia s'engage sur la qualité de vie au travail en tenant compte des spécificités métiers.** Depuis le 2 janvier 2019, les salariés de Transavia disposent d'un accord unanime sur la qualité de vie au travail. Conclu pour une durée de quatre ans, il prévoit notamment la création d'un outil de mesure de satisfaction des salariés, d'un guide « savoir se déconnecter » et d'une « charte de la courtoisie ». Cet accord est accompagné de trois accords « de déclinaison » prenant en compte les spécificités métiers du personnel au sol (PS), du personnel navigant commercial (PNC) et du personnel navigant technique (PNT) (*l'actualité* n° 17794 du 10 avril 2019).

Sécurité sociale

► **Les bons de souscription d'actions peuvent être soumis à cotisations sociales.** Dans un arrêt du 4 avril 2019 destiné à la plus large diffusion (*Cass. 2^e civ., 4 avril 2019, n° 17-24.470 FS-PBRI*), la Cour de cassation admet pour la première fois que les bons de souscription d'actions achetés par les dirigeants d'une société puissent être soumis à cotisations sociales. Dès lors qu'ils leur sont proposés en contrepartie ou à l'occasion du travail et qu'ils sont acquis à des conditions préférentielles, il s'agit bien d'un avantage qui entre dans l'assiette de calcul des cotisations sociales. Qu'importe donc que l'opération soit soumise à un aléa (*l'actualité* n° 17800 du 18 avril 2019).

► **La DSS publie un questions-réponses sur l'exonération de cotisations salariales sur les heures supplémentaires.** Une instruction de la Direction de la sécurité sociale (DSS) du 29 mars 2019 (*Instr. DSS/5B/2019/71 du 29 mars 2019*) détaille, sous la forme d'un questions-réponses, les principales modalités d'application de l'exonération de cotisations salariales sur les heures supplémentaires et complémentaires en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2019. Le champ d'application de l'exonération est ainsi précisé, ainsi que ses modalités de calcul et d'imputation (*l'actualité* n° 17792 du 8 avril 2019).

► **L'Union européenne prévoit des mesures d'urgence en cas de Brexit sans accord.** Dans la perspective d'un « hard Brexit », l'Union européenne a adopté, le 25 mars 2019 (*Règlement UE n° 2019/500 du 25 mars 2019, JOUE 27 mars*), des mesures d'urgence dans le domaine de la coordination de la sécurité sociale. L'objectif : assurer un maintien minimum des droits dont bénéficiaient les citoyens européens ayant exercé leur liberté de circulation avant la date du retrait (*l'actualité* n° 17792 du 8 avril 2019).

► **Renforcement des modalités de recouvrement des indus par les organismes de sécurité sociale.** Un décret du 2 avril (*D. n° 2019-268 du 2 avril 2019, JO 4 avril*) pris pour l'application de l'article 77 de la LFSS 2019 (*v. le dossier juridique - Sécu., financ. - n° 46/2019 du 8 mars 2019*) fixe à 50 % le taux de majoration de la saisie sur les prestations à échoir que peut appliquer le directeur de la CAF ou de la MSA en cas de fraude du bénéficiaire des prestations. Le décret détermine aussi les modalités selon lesquelles les sommes dues par les organismes complémentaires aux organismes d'assurance maladie dans le cadre du tiers-payant pour les bénéficiaires de la CMU-C font l'objet d'une majoration de 10 % en l'absence de paiement dans les délais prévus (*l'actualité* n° 17793 du 9 avril 2019).

► **Projet d'arrêté relatif à l'affiliation à l'assurance volontaire invalidité-vieillesse des apprentis à l'étranger.** Le 12 avril, le projet d'arrêté a été transmis au conseil d'administration de la Cnav pour avis. La loi Avenir professionnel permet aux apprentis et aux bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation d'effectuer une partie de leur contrat à l'étranger. L'apprenti relève en principe de la législation sociale du pays d'accueil, toutefois s'il n'est pas considéré comme salarié par la loi du pays, il sera considéré comme étudiant et affilié à la législation sociale française. Le statut d'étudiant ne permettant pas de cotiser à l'assurance vieillesse, il est proposé d'ouvrir aux apprentis et aux bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation l'affiliation volontaire prévue à l'article L. 742-1 du Code de la sécurité sociale durant leur période de mobilité au sein de l'Union européenne. Cette adhésion permettra un report de salaire au compte de 25 % du Pass, soit 10 131 € pour l'année 2019, ce qui permettra de valider quatre trimestres d'assurance au titre d'une année (*l'actualité* n° 17805 du 26 avril 2019).

► **Le « trou de la Sécu » s'est rebouché au rythme prévu en 2018.** « Près de 60 % de la dette sociale reprise depuis 1996 » ont été « amortis à fin 2018 », a indiqué la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), dans un communiqué diffusé le 3 avril. En 2018, elle a remboursé 15,4 milliards d'euros, en ligne avec ses objectifs. « Sur 260,5 milliards d'euros repris », il en reste 105,3 milliards à amortir, précise la Caisse, qui ne tient pas compte des 15 milliards de dette supplémentaires transférés par le budget 2019 de la Sécurité sociale. Une charge additionnelle qui ne modifie pas l'échéance du remboursement définitif, toujours prévu pour 2024. La Caisse dispose pour cela de ressources qui augmentent chaque année (*l'actualité* n° 17791 du 5 avril 2019).

Statuts particuliers

► **Portage salarial : le TGI de Paris valide l'exclusion de la FEPS de la négociation de branche.** Le 4 avril 2019, le TGI de Paris a rejeté la requête en référé de la Fédération des entreprises de portage salarial (FEPS) (*TGI Paris, référé, 4 avril 2019, n° 19/51051*). L'organisation

patronale demandait à participer au processus continu de la négociation de la branche professionnelle du portage salarial, dans le cadre de la commission mixte paritaire instituée depuis le 7 décembre 2016. La FEPS n'est toutefois pas représentative dans la branche qu'elle occupe. Le juge des référés a donc logiquement constaté « qu'aucune décision de justice ne peut le cas échéant permettre à la FEPS de mettre en échec son exclusion jusqu'ici prononcée de la commission paritaire [...] tant que celle-ci ne se sera pas vue reconnaître préalablement la qualité d'organisation patronale représentative dans ce secteur d'activité ». À l'organisation de se tourner vers le ministère du Travail si elle souhaite voir reconnaître sa représentativité et être éventuellement admise à siéger au sein de l'organisme paritaire. En attendant, du côté patronal, la commission paritaire reste composée du seul Syndicat des professionnels de l'emploi en portage salarial-PEPS (*l'actualité* n° 17794 du 10 avril 2019).

■ **Le Parlement européen adopte un cadre minimal pour la protection des lanceurs d'alerte.** « Les récents scandales, des LuxLeaks aux Panama Papers, ont démontré l'importance des révélations des lanceurs d'alerte pour détecter et prévenir les infractions à la législation européenne, qui sont préjudiciables à l'intérêt public et au bien-être de la société. » C'est ce qu'a souligné le Parlement européen à l'occasion de l'adoption de la proposition de directive sur la protection des lanceurs d'alerte, le 16 avril dernier (*l'actualité* n° 17805 du 26 avril 2019).

Syndicats

■ **Les transports routiers rénovent le dialogue social en prévoyant un financement dédié.** Dans les transports routiers et activités auxiliaires, les partenaires sociaux, excepté la CGT, créent, via un accord du 13 décembre 2018, un fonds mutualisé visant à financer le dialogue social dans la négociation de la convention collective et l'exercice du paritarisme dans la profession. Ils souhaitent, en effet, « développer des relations sociales ouvertes et responsables ». Simultanément, tous les partenaires sociaux ont ratifié un avenant relatif à la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI). Ces dispositions nouvelles entreront en application après leur extension (*l'actualité* n° 17789 du 3 avril 2019).

Temps de travail

■ **Temps partiel: la sanction de l'inobservation du délai de prévenance se précise.** Le fait pour l'employeur d'avoir modifié la répartition de la durée du travail d'un salarié à temps partiel sans respecter le délai de prévenance qu'impose la loi ne doit pas automatiquement conduire à requalifier en contrat à temps plein, en particulier si cette irrégularité est restée isolée. D'après un arrêt rendu le 27 mars 2019 par la Cour de cassation (*Cass. soc.*, 27 mars 2019, n° 17-21.543 FS-PB), il faut en effet que le salarié se soit trouvé empêché de prévoir son rythme de travail et dans l'obligation de se tenir à la disposition constante de l'employeur (*l'actualité* n° 17789 du 3 avril 2019).

■ **Le forfait-jours est incompatible avec le statut de salarié à temps partiel.** Un forfait annuel conclu sur la base de 131 jours ne fait pas de son titulaire un salarié à temps partiel. C'est ce qu'a jugé la Cour de cassation dans un arrêt du 27 mars 2019 (*Cass. soc.*, 27 mars 2019, n° 16-23.800 FS-PB), excluant par principe l'application des règles relatives au temps partiel aux salariés ayant conclu une convention de forfait-jours dont le nombre est inférieur à 218 jours (*l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019).

■ **La loi Pacte assouplit les modalités de fixation de la période de travail de nuit dans les commerces de détail alimentaire.** À titre dérogatoire, dans des secteurs comme la presse, la radio, la télévision et le cinéma, la période de travail de nuit est d'au moins sept heures consécutives (au lieu de neuf heures) et doit comprendre l'intervalle entre minuit et 5 heures. La loi Pacte, définitivement adoptée par l'Assemblée nationale le 11 avril 2019, étend cette dérogation aux commerces de détail alimentaire. Cependant, contrairement aux secteurs déjà concernés, les entreprises du commerce de détail alimentaire ne pourront bénéficier pleinement de cette dérogation que si elles sont couvertes par un accord d'entreprise ou d'établissement ou, à défaut, une convention ou un accord collectif de branche. Cet accord devra prévoir les contreparties et les mesures destinées à améliorer les conditions de travail des salariés qui travaillent entre 21 heures et le début de la période de travail de nuit, comme les autres accords de mise en place du travail de nuit (repos compensateur, compensation salariale, temps de pause, etc.). À défaut d'accord, on appliquera les règles supplétives déjà connues, et tout travail accompli entre minuit et 7 heures sera considéré comme du travail de nuit. Notons que la saisine du Conseil constitutionnel sur la loi Pacte annoncée par l'opposition parlementaire est toujours attendue (*l'actualité* n° 17799 du 17 avril 2019).

■ **L'Union européenne crée des droits minimaux à congés de paternité et d'aidant.** Des droits à un congé de paternité de dix jours et à un congé d'aidant de cinq jours par an seront prochainement instaurés au niveau de l'Union européenne. Le Parlement européen a en effet adopté, le 4 avril, la proposition de directive sur « l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et aidants ». Cette proposition vise aussi à modifier les règles du congé parental en prévoyant notamment deux mois non transférables d'un parent à l'autre (*l'actualité* n° 17803 du 24 avril 2019).

■ **Astreintes dans les associations gestionnaires des CFA BTP.** Un arrêté publié au *Journal officiel* du 10 avril 2019 rend obligatoire l'avenant du 28 septembre 2017 à l'accord du 30 juin 2015 sur les astreintes de nuit. Celui-ci prend en compte l'évolution légale de la définition de l'astreinte. Il complète en outre les règles de compensation (logement de fonction ou prime d'astreinte) en ce qui concerne les salariés embauchés avant le 1^{er} septembre 2015 et qui bénéficiaient déjà d'un logement de fonction (*l'actualité* n° 17796 du 12 avril 2019).